

Ouragan Milton : « Le déni climatique existe toujours en Floride »

Raymer Maguire, directeur des politiques et des campagnes du CLEO Institute, qui se bat contre le climatoscepticisme et pour des politiques adaptées aux changements climatiques, revient pour Mediapart sur le passage de l'ouragan Milton.

[Géraldine Delacroix](#) et [Bérénice Gabriel](#)

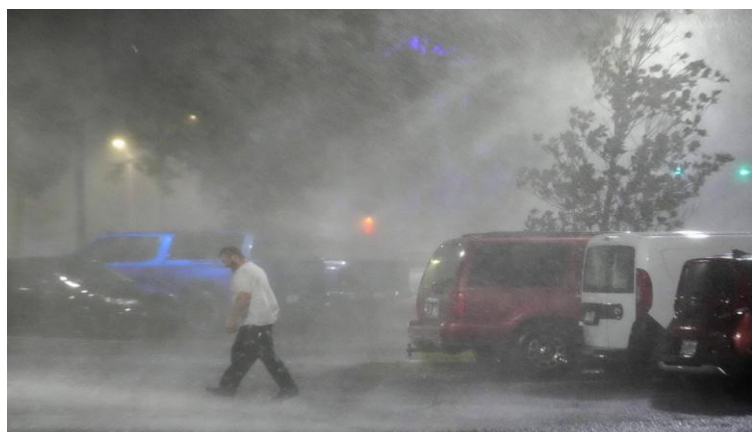
11 octobre 2024 à 18h52

Les pluies de l'ouragan Milton, qui a causé au moins seize morts aux États-Unis, ont été environ 20 à 30 % plus élevées à cause du changement climatique, et ses vents 10 % plus intenses, selon l'analyse rapide du réseau World Weather Attribution ([WWA](#)) publiée vendredi 11 octobre. Ces travaux concluent également que l'ouragan a touché terre en Floride en catégorie 2 et non 3 sur l'échelle de Saffir-Simpson, qui mesure l'intensité des vents et compte cinq catégories au total.

« La tempête fut considérable, mais heureusement le scénario du pire ne s'est pas produit », avait constaté jeudi Ron DeSantis, gouverneur de cet État du Sud-Est américain. L'ouragan *« s'est affaibli avant de toucher terre et la submersion marine, de ce que nous savons pour l'instant, n'a pas été aussi importante que celle observée pour l'ouragan Helene »*, deux semaines plus tôt, a expliqué DeSantis. Selon le ministre de la sécurité intérieure, Alejandro Mayorkas, plusieurs des victimes ont été tuées par des tornades.

Plus de 3,1 millions de foyers ont été privés d'électricité à travers la Floride, selon le gouverneur.

La Floride, habituée aux ouragans, est le troisième État le plus peuplé du pays. Le CLEO Institute (Climate Leadership Engagement Opportunities) y a vu le jour en 2010, à Miami. Aujourd'hui, l'institut, à travers divers programmes, forme les politiques, les entreprises et les citoyen·nes aux enjeux climatiques et milite pour qu'ils figurent au centre de la législation en Floride. Une tâche ardue dans un État très républicain dont le gouverneur, Ron DeSantis, a promulgué en mai une loi qui efface toute référence aux changements climatiques des textes officiels de l'État.



À Tampa, en Floride, au moment du passage de l'ouragan Milton, le 9 octobre 2024. © Photo Julio Cortez / AP via Sipa

Raymer Maguire, ancien consultant politique et directeur des politiques et des campagnes du CLEO Institute, revient pour Mediapart sur le passage de l'ouragan Milton.

Mediapart : Comment définiriez-vous l'action de votre institut ?

Raymer Maguire : L'Institut CLEO est une organisation à but non lucratif, dont l'objectif est de promouvoir la connaissance et l'action en matière de climat. Il donne aux individus et aux communautés les moyens de comprendre et de relever les défis climatiques grâce à l'élaboration de politiques, à des initiatives fondées sur des données et à des actions de sensibilisation au niveau local. Notre approche multiforme englobe à la fois des stratégies d'adaptation pour faire face aux impacts du changement climatique et des efforts d'atténuation pour s'attaquer aux causes profondes de cette crise.

Avez-vous souffert du passage de l'ouragan Milton ?

Basée dans le sud de la Floride, ma famille a été épargnée par les vents extrêmes et les inondations. Nous n'avons pas évacué car nous n'étions pas sur la trajectoire de la tempête, et il n'y a pas de dégâts autour de moi. Mais certains membres de notre équipe ont subi des vents violents et des inondations dans leurs quartiers.

Votre institut a communiqué sur les réseaux sociaux à propos des mesures à prendre pour rester en sécurité. Pensez-vous qu'il existe un problème social en la matière ? Est-il plus facile d'évacuer pour les personnes les plus favorisées ? En termes de dégâts, les populations sont-elles différemment affectées ?

Oui, il s'agit d'une question sociale. Les personnes plus aisées disposent généralement de plus de ressources et d'un meilleur accès aux transports, ce qui leur permet d'évacuer plus facilement. Les populations plus pauvres sont souvent confrontées à des difficultés plus importantes, comme un accès limité aux moyens de transport, au logement, ou bénéficient de moindres possibilités de quitter leur travail.

En ce qui concerne l'impact des ouragans eux-mêmes, les communautés les plus pauvres sont touchées de manière disproportionnée en raison de leur accès limité à des logements et à des infrastructures résistants.

L'ouragan Milton est survenu deux semaines seulement après l'ouragan Helene, qui a dévasté une partie de la Floride. Comment l'État a-t-il géré cette situation ?

La réponse de l'État à l'ouragan Milton, si peu de temps après Helene, a mis en évidence certaines améliorations en matière de préparation, mais aussi des lacunes dans l'équité des secours en cas de catastrophe. Il reste encore beaucoup à faire pour que les populations vulnérables bénéficient d'un soutien adéquat et pour que le rétablissement après une catastrophe soit rapide et inclusif.

Plus important encore, nous devons accélérer la transition vers la production d'énergies renouvelables afin d'arrêter d'émettre des gaz à effet de serre qui contribuent au réchauffement de la planète et donc à des tempêtes plus violentes.

Aujourd'hui, vous appelez à la prise en compte des enjeux climatiques dans les politiques locales en Floride, mais aussi au niveau national. Peut-on dire qu'il y a un déni climatique en Floride aujourd'hui, et pourquoi ? Et qu'en est-il au niveau national ?

Malheureusement, oui, le déni climatique existe toujours en Floride, souvent motivé par des intérêts politiques et commerciaux qui minimisent l'urgence de la crise. Cette année encore, l'État de Floride a interdit l'énergie éolienne le long de la côte et abrogé les objectifs en matière d'énergies renouvelables.

Au niveau national, si des progrès ont été accomplis, la résistance reste importante, notamment de la part d'hommes et de femmes politiques qui privilégient les gains économiques à court terme plutôt que la durabilité environnementale à long terme.

Comment la Floride peut-elle faire mieux dans la lutte contre ces phénomènes climatiques qui ne feront que s'accroître à l'avenir ?

S'il est impossible de prévenir les ouragans, l'État de Floride peut prendre des mesures plus énergiques pour renforcer la résilience climatique en améliorant les infrastructures, en renforçant la préparation aux catastrophes et en adoptant des politiques climatiques agressives. Les responsables politiques peuvent lutter contre ces phénomènes en donnant la priorité aux énergies renouvelables, en réduisant les émissions et en finançant des mesures de protection du littoral pour lutter contre la montée du niveau des mers.

Mais il existe plusieurs exemples de responsables politiques de Floride qui minimisent les effets du changement climatique, refusent d'approuver des politiques visant à réduire les émissions ou s'opposent à des mesures de transition vers les énergies renouvelables. Ces actions entravent la capacité de l'État à se préparer aux catastrophes liées au climat et à en atténuer les effets. Les exemples les plus clairs sont l'assouplissement de la réglementation sur les gazoducs et l'élimination des objectifs d'énergies renouvelables à l'échelle de l'État – deux mesures qui ont été adoptées en 2024.

Ces ouragans sont directement liés au changement climatique et au réchauffement des océans. Ils surviennent à un mois d'élections locales et de la présidentielle. Vous appelez à une prise en compte des enjeux climatiques au niveau local et national. Ce n'est pas suffisamment le cas aujourd'hui ?

Oui, ces ouragans sont liés au changement climatique, et le fait qu'ils surviennent avant les élections souligne l'importance d'aborder la question du climat à tous les niveaux politiques. Les progrès sont lents, mais les citoyens et les organisations telles que l'Institut CLEO exercent une pression croissante pour que le changement climatique soit une question politique prioritaire pour tous les candidats.

La population de la Floride, en particulier les jeunes et les défenseurs de l'environnement, est de plus en plus consciente du problème. Toutefois, de nombreux responsables politiques ne prennent toujours pas le problème suffisamment au sérieux, et des efforts sont actuellement déployés pour sensibiliser les citoyens qui ne comprennent peut-être pas pleinement les liens entre le changement climatique et l'aggravation des catastrophes naturelles.

Vous avez dénoncé un déni climatique dans l'éducation. Pourquoi est-il important que cette prise de conscience passe par l'éducation des jeunes ?

Le déni climatique dans les écoles fait référence aux efforts visant à saper ou à minimiser l'enseignement de la science du climat. Il est essentiel d'éduquer les jeunes aux réalités du changement climatique, car ils hériteront des conséquences de l'inaction d'aujourd'hui. En les dotant de connaissances, ils pourront à l'avenir plaider en faveur de politiques environnementales plus fortes.

[Géraldine Delacroix](#) et [Bérénice Gabriel](#)